



# PRÉFET DE LA HAUTE- SAÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Inter-Départementale 25-70-90

## ARRÊTÉ DREAL N° 70-2022-05-16-00003

mettant en demeure la société FUJI SEAL, située au 77 route de Luxeuil sur le territoire de la commune de Fougerolles, de satisfaire à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2996 du 16 novembre 2005 et de l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et prescrivant des mesures encadrant la phase de travaux de l'oxydateur thermique

### LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES

#### VU

- le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.181-14, L.511-1, L.514-5 et R.181-45 ;
- le décret du 7 octobre 2021 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS, Préfet de la Haute-Saône ;
- le décret du 9 avril 2021 portant nomination du secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Saône, sous-Préfet de Vesoul, M. Michel ROBQUIN ;
- l'arrêté n° 70-2021-10-26-00001 du 26 octobre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel ROBQUIN, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône à compter du 26 avril 2021 ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté préfectoral n° 2996 en date du 16 novembre 2005 autorisant la SAS FUJI BURIOT à exploiter une extension de ses bâtiments industriels et à augmenter sa capacité de production pour son installation sise sur le territoire de la commune de FOUGEROLES ;

PREFECTURE DE HAUTE-SAÔNE

BP 49 – 70013 VESOUL CEDEX – tel : 03 84 77 70 00 / Fax : 03 84 76 49 60

Courriel : [prefecture@haute-saone.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-saone.gouv.fr)

Horaires d'ouverture au public et de l'accueil téléphonique disponibles sur le site : [www.haute-saone.gouv.fr](http://www.haute-saone.gouv.fr)

- le récépissé de déclaration de changement de raison sociale du 18 février 2008 actant le changement de dénomination de la société FUJI BURIOT, devenue FUJI SEAL France S.A.S ;
- le rapport de mesure établi par la société EuroLorraine référencé E454-2 en date du 21 juillet 2021 suite aux mesures réalisées les 27 et 28 mai 2021 ;
- le rapport de l'Inspecteur de l'Environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 08 mars 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- l'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée par la société EuroLorraine, datée du 22 mars 2022 (référence E513) et transmise par l'exploitant en date du 24 mars 2022 ;
- le projet d'arrêté transmis le 22 avril 2022 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;
- les observations formulées par la société FUJI SEAL par courriel en date du 28 avril 2022 ;

## CONSIDÉRANT

- que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose, qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine ;
- que l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2996 en date du 16 novembre 2005 susvisé dispose que les rejets, après traitement par incinération, doivent respecter la valeur limite d'émission d'une concentration de 50 mg/Nm<sup>3</sup> pour le paramètre COV non méthanique, dès lors que l'incinérateur fonctionne avec un rendement d'épuration supérieur à 98 %;
- que l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé dispose que la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m<sup>3</sup>, dès lors que l'incinérateur fonctionne avec un rendement d'épuration inférieur à 98 %;
- que le rapport de la mesure réalisée en date du 27 et 28 mai susvisé montre que la concentration en COVnm est de 255 mg/Nm<sup>3</sup> et que l'efficacité de l'oxydateur est évaluée à 75,5 % et, qu'en conséquence, les résultats montrent une non-conformité à l'arrêté ministériel du 02 février 1998 ;
- que ce dépassement de la valeur limite d'émission est dû à un fonctionnement dégradé de l'oxydateur thermique, suite à l'incident de février 2021 ;
- que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société FUJI SEAL FRANCE

SAS de respecter les prescriptions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, et de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé ;

- que l'exploitant a prévu le remplacement de son oxydateur thermique pendant le premier semestre 2022 ;
- que le dernier alinéa de l'article L.181-14 du code de l'environnement prévoit que l'autorité compétente peut imposer prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4, à tout moment, s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
- que l'article R.181-45 du code de l'environnement prévoit que les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14, sont fixées par des arrêtés complémentaires du Préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32. Le projet d'arrêté est communiqué par le Préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit. Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaires, ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions, ou la mise à jour des informations prévues à la section 2 ;
- que cette phase de travaux va conduire à des émissions non conformes à l'arrêté du 02 février 1998, et qu'il était donc nécessaire d'estimer, au regard de l'importance de ces émissions potentielles en COV en absence d'oxydateur assurant leur traitement pendant une durée de 15 semaines, l'impact sanitaire du fonctionnement de l'installation ;
- que l'exploitant a transmis par courriel en date du 24 mars 2022 une évaluation quantitative du risque sanitaire associée aux émissions atmosphériques de COV pendant la période de 15 semaines en absence de traitement ;
- que sur la base d'une estimation réaliste des émissions attendues en absence d'oxydateur, cette étude conclut en une absence de risque sanitaire préoccupant ;
- que l'exploitant s'est engagé à ne pas utiliser de solvant contenant des substances visées par des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées visées par des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68 en absence de traitement des COV par l'oxydateur thermique ;
- que cette situation, tout particulièrement la phase de travaux en absence de traitement des émissions de COV de l'installation, menace de porter atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- qu'on ne peut exclure au regard des quantités de solvants émises par l'installation en absence d'oxydateur thermique que des odeurs soient perçues par le voisinage proche de l'installation et que l'exploitant doit se tenir à disposition des riverains afin de répondre à leurs interrogations et d'analyser toute nuisance olfactive potentiellement gênante ou anormale qui lui serait signalée ;



- qu'il importe donc d'encadrer cette phase de travaux afin de s'assurer que les conditions réelles de production restent dans les hypothèses prises dans l'étude quantitative du risque sanitaire évaluant l'impact sanitaire d'un tel fonctionnement ;

L'exploitant entendu ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La société FUJI SEAL FRANCE SAS, située au 77 route de Luxeuil sur le territoire de la commune de Fougerolles, exploitant des ateliers de reproduction graphique, est mise en demeure de respecter :

- **avant le 30 septembre 2022**, les dispositions prévues à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2996 en date du 16 novembre 2005 et l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, en transmettant les résultats d'une nouvelle mesure des rejets atmosphériques à l'issue des travaux.

### **ARTICLE 2 – INFORMATION**

La société FUJI SEAL FRANCE SAS informe le préfet et l'inspection de la date d'arrêt de l'oxydateur thermique et de la date de redémarrage de ce dernier dans un délai de 48 heures. Le rapport de fin de travaux du remplacement de l'oxydateur est transmis au plus tard 15 jours après son redémarrage.

Pendant toute la durée des travaux l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection un bilan hebdomadaire mentionnant les travaux réalisés, un point relatif au respect des délais initialement prévus et les éventuelles mesures prises pour s'affranchir de toute dérive de ce planning.

### **ARTICLE 3 – INFORMATION DES RIVERAINS**

L'exploitant met en place un numéro téléphonique disponible 24h/24h pendant les 15 semaines impliquant l'absence totale de traitement des COV par l'oxydateur afin de répondre aux éventuels riverains incommodés par les odeurs et d'analyser toute nuisance olfactive potentiellement gênante qui lui serait signalée. Ce numéro doit être affiché à l'entrée du site. Un registre d'appel est mis en place et tenu à disposition de l'inspection.

### **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXPLOITATION PARTICULIÈRES**

La durée des travaux impliquant l'absence totale de traitement des COV par l'oxydateur thermique ne dépasse pas 15 semaines.

Pendant cette période de 15 semaines :

- le fonctionnement des lignes d'impression n'est pas autorisé entre le samedi 5h00 et le lundi 5h00 ;
- l'utilisation de solvants contenant des substances visées par des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées visées par des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68 est interdite ;
- l'exploitant assure un suivi des quantités de solvants consommées afin de s'assurer que les conditions réelles de production restent contenues dans les hypothèses de l'EQRs susvisée. Il transmet ce bilan toutes les 4 semaines à l'inspection.

## **ARTICLE 5 – SANCTIONS**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 6 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société FUJI SEAL FRANCE SAS.

## **ARTICLE 7 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 8 – EXÉCUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Saône, M. le Maire de FOUGEROLLES, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée.

Fait à Vesoul, le 16 MAI 2022

Le Préfet

